



Lire le Mag

Pour l'Éco
L'ÉCLAIRAGE ÉCONOMIQUE POUR
COMPRENDRE L'ACTUALITÉ



Rechercher



Newsletter



Se connecter

S'abonner

[Economie](#)

[Sociologie](#)

[Science Politique](#)

[Géopolitique](#)



[Spécial Bac](#)

[Grand Oral](#)

[Orientation](#)

[Plu](#)

[Politique économique](#)

[Entreprise](#)

[Environnement](#)

[Emploi](#)

[Marchés](#)

[Technologie & Innovation](#)

[Histoire économique](#)

[Théorie écon](#)



Economie

Pourquoi les économistes aiment-ils tant les taxes comportementales ?

Sélection abonnés

Plutôt que d'interdire un comportement négatif pour l'environnement, la santé publique ou autre, l'instauration d'une taxe permet de le réguler, à condition d'avoir bien mesuré tout ce que cela implique.

Marie Frumholtz

Le 15 septembre 2023, modifié le 19 septembre 2023

Lorsqu'on prend sa voiture, par exemple, on participe à une pollution qui affecte tout le monde, sans en avoir réellement conscience. Selon les économistes, tout individu rationnel ne prend en compte les coûts et les avantages de ses actes que pour lui seul. Il n'interroge pas l'impact qu'ont ses décisions sur les autres. Or, nos choix affectent leur bien-être, sans qu'ils ne puissent agir contre (votre voisin ne vous empêchera pas de monter dans votre véhicule en se jetant sur vous chaque matin). C'est ce qu'on appelle des **externalités négatives**.

[Lire aussi > C'est quoi, les externalités ?](#)

Pour remédier à ces comportements, l'une des solutions qui peut être adoptée est la taxation, autrement dit instaurer un droit d'accise, un impôt indirect sur la vente ou l'utilisation de certains produits ou services. « *Il s'agit d'internaliser ces externalités. La société décide d'avoir une prise sur la situation. Si vous voulez continuer à mener votre action, libre à vous, mais à condition de payer une certaine somme qui doit être équivalente au coût engendré pour la société, afin de compenser les dommages* », développe Thomas Douenne, économiste spécialiste des questions environnementales et des inégalités.

Ainsi, en taxant l'essence par exemple, le but est de faire en sorte que les conducteurs utilisent moins leurs véhicules et qu'ils se tournent vers des alternatives comme les transports en commun ou les véhicules électriques.

[Lire aussi > Fiscalité verte contre externalités négatives : pourquoi le gouvernement ne veut pas de baisser les taxes sur l'essence](#)

Pour fixer le montant de la taxe, on regarde l'**élasticité prix**, un indicateur qui mesure l'effet de la hausse du prix sur la consommation du produit ou service concerné. Si l'élasticité prix est de 0, on aura beau augmenter le prix, la consommation ne sera pas impactée. Mais si elle est de -0,5, une augmentation du prix de 10 %, va entraîner une chute de 5 % de sa consommation.

Les limites de la taxation

Une autre solution consisterait à interdire les comportements causant les externalités négatives ou au moins à les réguler strictement. Mais cela est moins facile à mettre en place et surtout peu flexible.

De fait, le conseil municipal de Venise a préféré opter pour l'instauration d'une taxe de 5 euros par touriste ne venant qu'un seul jour dans la Cité des Doges aux dates où la ville est la plus fréquentée. L'objectif de ce dispositif qui sera testé dès 2024 est de réduire le tourisme de masse, véritable fléau pour la ville qui risque d'être placée sur la liste du patrimoine mondial en péril de l'Unesco. Une solution préférable à l'instauration de quotas drastiques ou la fermeture totale de la cité.

[Lire aussi > Le surtourisme existe-t-il vraiment ?](#)

En réalité, il n'y a jamais de réponse toute faite. « *D'après les économistes, avec l'instauration d'une taxe, les agents adaptent leurs comportements tant que cela leur revient moins cher que de payer la taxe. Mais ce n'est pas une science exacte* », tempère François Ecalle, président de l'association Fipeco et ancien magistrat à la Cour des comptes.

Si pour le tabac et l'alcool, l'instauration de taxes a prouvé son efficacité sur la baisse de la consommation, cela reste encore à démontrer pour les boissons sucrées (des études sont en cours), soulignait la [Cour des Comptes](#) en juillet dernier.

En termes de recettes fiscales, la contribution sur les boissons sucrées est évaluée à 0,5 Md€ en 2022, contre 4,3 Md€ pour les boissons alcoolisées. Or, pour qu'une taxe soit réellement efficace, il faut qu'elle soit non seulement dissuasive, mais également qu'elle ne coûte pas plus cher à gérer (mesure, collecte, répartition) que ce qu'elle rapporte réellement. « *On ne peut pas mettre des taxes partout* », résume François Ecalle.

Des taxes peu acceptées

Le principal obstacle à l'instauration de taxes reste l'opposition des citoyens. « *Pour les taxes environnementales, comme celle sur les carburants, la résistance est très marquée, notamment chez ceux qui vivent dans des territoires ruraux et qui ont besoin de leurs véhicules quasi quotidiennement. Ils se sentent davantage pénalisés et ont l'impression que cela touche à leur identité. Ces ménages sont aussi inquiets vis-à-vis de l'absence d'alternatives, ils ont l'impression qu'on les taxe sur un comportement qu'ils ne peuvent pas changer* », relate Thomas Douenne, qui a notamment travaillé sur le soulèvement des gilets jaunes.

[Lire aussi > Pourquoi les Français se méfient des politiques climatiques](#)

De façon générale, les taxes comportementales touchent davantage les foyers les plus pauvres. « *Statistiquement, les plus modestes consomment plus de tabac, d'alcool, de carburant, etc., ils sont donc les premiers touchés. Ce type d'accise pèse également plus lourdement sur le revenu de ces ménages, car disposant de moins d'épargne que les plus riches, la consommation pèse plus sur leurs revenus* », renchérit François Ecalte.

Pour être acceptée, l'instauration d'une taxe doit donc être accompagnée de compensations pour les perdants qui ne soient pas équivalentes, au risque de la rendre inefficace. « *Si la compensation versée est importante, le signal-prix n'est plus perçu par le consommateur qui ne modifiera pas son comportement* », ajoute le président de Fipeco.

L'idéal est d'établir une compensation forfaitaire, mais il y aura toujours des ménages pénalisés. Si les citoyens voient de manière négative les taxes comportementales, c'est aussi parce qu'ils perçoivent l'objectif de rendements budgétaires pour l'État qu'il y a derrière. « *Les taxes sur les boissons alcoolisées et le tabac sont motivées par la lutte contre la nocivité de ces produits, mais aussi par le fait de faire entrer de l'argent dans les caisses de la sécurité sociale. Cette double face rend l'acceptabilité des taxes complexe.* »